

Art. 3. Le Ministre qui a les Affaires sociales et la Santé dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 29 mars 1993.

Par l'Exécutif de la Communauté française :
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Mme M. DE GALAN

Le Ministre-Président ayant le Budget dans ses attributions,
B. ANSELME

VERTALING

N. 93 — 2067

[S-C — 29312]

29 MAART 1993. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van een bijdrage ten laste van de door de « Office de la Naissance et de l'Enfance » gesubsidieerde peuterscholen en crèches

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 30 maart 1983 houdende oprichting van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » (O.N.E.), inzonderheid op artikel 4, 4^o, gewijzigd bij het decreet van 12 maart 1990;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 29 maart 1993 houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen gesubsidieerd door de « Office de la Naissance et de l'Enfance » (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn), inzonderheid op artikel 15;

Gelet op het akkoord van de Minister-Voorzitter tot wiens bevoegdheid de begroting behoort, gegeven op 29 maart 1993;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,

Besluit :

Artikel 1. Indien de gemiddelde financiële bijlage bepaald in artikel 2 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 29 maart 1993 tot vaststelling van de bijdrage van de ouders of van derden in de verblijfkosten van de kinderen in de crèches, peuterscholen, gemeentelijke huizen voor opvang van kinderen en in door de « Office de la Naissance et de l'Enfance » gesubsidieerde diensten voor begeleide onthaalvaders en onthaalmoeders 330 frank per dag en per kind overschrijdt, wordt er door de « O.N.E. » een bijdrage geïnd ten laste van de crèche of van de peuterschool.

De maximale bijdrage mag niet hoger zijn dan 8 % van het totaalbedrag van de door de crèche of de peuterschool geïnde financiële bijdragen.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 april 1993 en houdt op van toepassing te zijn op 31 maart 1994.

Art. 3. De Minister tot wiens bevoegdheid de Sociale Zaken en de Gezondheid behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 29 maart 1993.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,
Mme M. DE GALAN

De Minister-Voorzitter belast met de Begroting,
B. ANSELME

F. 93 — 2068

[S-C — 29313]

29 MARS 1993. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française fixant la contribution des parents ou de tiers dans les frais de séjour des enfants dans les crèches, préguardiennats, maisons communales d'accueil de l'enfance et services de gardiens encadrés subventionnés par l'Office de la Naissance et de l'Enfance

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret du 30 mars 1983, portant création de l'Office de la naissance et de l'enfance (O.N.E.), notamment l'article 4, 4^o, modifié par le décret du 12 mars 1990;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 29 mars 1993 portant réglementation générale des milieux d'accueil subventionnés par l'Office de la naissance et de l'enfance, notamment l'article 15;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 29 mars 1993 fixant une cotisation à charge des préguardiennats et crèches subventionnés par l'O.N.E.;

Vu l'accord du Ministre-Président ayant le budget dans ses attributions donné le 29 mars 1993 ;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Arrête :

Article 1er. Le montant de la contribution des parents ou des tiers dans les frais de séjour des enfants accueillis dans les crèches, préguardiennats, maisons communales d'accueil de l'enfance et services de gardien(ne)s encadré(e)s subventionnés par l'O.N.E. est fixée conformément au barème en annexe.

Ce barème comporte une contribution minimale et une contribution maximale.

Toute dérogation au barème est octroyée sur la base du rapport écrit du travailleur social attaché au milieu d'accueil, après enquête sociale.

Art. 2. Une contribution financière moyenne est calculée trimestriellement pour chaque crèche et chaque préguardiennat.

Art. 3. Le barème en annexe ainsi que la contribution minimale et maximale sont liés à l'indice des prix à la consommation.

L'adaptation s'effectue le 1er janvier de chaque année selon la formule suivante :

$$\frac{\text{montant du barème X nouvel indice}}{\text{indice de base}}$$

Dans cette formule, l'indice de base est celui de novembre 1992 et le nouvel indice est celui du mois de novembre des années subséquentes.

Art. 4. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 mars 1991 portant fixation du barème qui servira de base au calcul de la participation financière des parents dans les frais de séjour des enfants hébergés dans les crèches de jour et les préguardiennats agréés et subsidiés par l'Office de la Naissance et de l'Enfance ainsi que dans les services de gardiens ou gardiennes d'enfants à domicile est abrogé.

Art. 5. Le présent arrêté produit ses effets le 1er avril 1993.

Art. 6. Le Ministre qui a les Affaires sociales et la Santé dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 29 mars 1993.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Mme M. DE GALAN

Le Ministre-Président ayant le Budget dans ses attributions,

B. ANSELME

Annexe

Barème de la participation financière des parents ou de tiers aux frais de séjour des enfants dans les crèches préguardiennats, maisons communales d'accueil de l'enfance et services de gardien(ne)s encadré(e)s subventionné(e)s par l'O.N.E.

1. cette contribution financière est fixée comme suit :

Revenus nets mensuels des conjoints ou des cohabitants ou de la personne seule chargée de l'éducation de l'enfant	Participation financière des parents
25 000	65
26 000	100
27 000	115
28 000	130
29 000	145
30 000	160
31 000	173
32 000	179
33 000	184
34 000	190
35 000	195
36 000	201
37 000	206
38 000	212
39 000	217
40 000	223
41 000	228
42 000	234
43 000	239
44 000	245
45 000	250
46 000	256
47 000	261
48 000	267
49 000	272
50 000	278
51 000	283
52 000	289
53 000	294
54 000	300
55 000	305
56 000	311
57 000	316
58 000	322
59 000	327
60 000	333
61 000	338
62 000	344

Revenus nets mensuels
des conjoints ou des cohabitants
ou de la personne seule chargée
de l'éducation de l'enfant

Participation financière
des parents

83 000	349
84 000	355
85 000	360
86 000	366
87 000	371
88 000	377
89 000	382
90 000	388
91 000	393
92 000	399
93 000	404
94 000	410
95 000	415
96 000	421
97 000	426
98 000	433
99 000	438
100 000	444
101 000	450
102 000	455
103 000	461
104 000	466
105 000	472
106 000	477
107 000	483
108 000	488
109 000	494
110 000	500
111 000	505
112 000	511
113 000	516
114 000	522
115 000	527
116 000	533
117 000	538
118 000	544
119 000	549
120 000	555
121 000	561
122 000	566
123 000	572
124 000	577
125 000	580
126 000	586
127 000	591
128 000	597
129 000	602
130 000	608
131 000	613
132 000	619
133 000	624
134 000	630
135 000	635
136 000	641
137 000	646
138 000	649

Le montant de la contribution financière ne peut être inférieur à 65 FB par jour (minimum), ni supérieur à 649 FB (maximum) (montants indexés).

Le montant de la contribution financière est fixé au maximum pour le ménage qui ne fournit pas la preuve de ses revenus.

Le montant de la contribution financière des pouvoirs publics qui demandent un placement est fixé au maximum.

2. Définitions et modalités.

Le calcul est basé sur les revenus mensuels nets cumulés du ménage.

a) Le mode de calcul des revenus mensuels nets cumulés du ménage pris en considération pour le calcul de la contribution financière des parents et les documents devant être produits à cette fin sont déterminés par une circulaire établie par l'O.N.E.

b) Par « ménage », il faut entendre :

— soit une personne vivant habituellement seule, soit deux ou plusieurs personnes qui, unies ou non par des liens de parenté ou d'alliance, occupent habituellement un même logement et y vivent en commun.

c) Par « revenus du ménage », il faut entendre :

— les revenus globalisés de tous les membres du ménage, à l'exclusion des enfants travaillant et du ou des ascendants dans la mesure où il(s) n'assume(nt) pas la charge du ou des enfants.

d) Par « revenus à justifier », il faut entendre toutes les ressources financières du ménage, à l'exclusion des allocations familiales et des interventions des pouvoirs publics dans les frais d'entretien d'un enfant placé en famille d'accueil (article 83bis CIR).

e) L'enquête sociale menée par le travailleur social attaché au milieu d'accueil est déterminante pour adapter la contribution financière, en cas de situation financière particulière d'une famille pendant une période précise.

Il en est de même si les revenus mensuels nets cumulés du ménage sont inférieurs à 25 000 FB (montants indexés).

Toute dérogation au barème fera l'objet d'un rapport justificatif écrit du travailleur social.

f) Toute modification significative de la situation sociale ou financière du ménage doit être signalée au travailleur social du milieu d'accueil dans un délai de quinze jours suivant sa survenance.

Cette déclaration entraîne l'adaptation du montant de la contribution financière à partir du mois suivant celle-ci.

La même procédure doit être suivie en cas de réception d'un nouveau document dont la production est requise pour le calcul de la contribution financière, conformément à la circulaire.

g) La déclaration des revenus du ménage, appuyée de la preuve des revenus, doit être conservée jusqu'à la fin de l'année suivant celle où l'enfant a quitté le milieu d'accueil.

2. La contribution financière telle que fixée au point 1 couvre la totalité des frais de séjour à l'exclusion de la fourniture des aliments et des médicaments. Dans la mesure où les vêtements et les langes sont fournis par le milieu d'accueil, ceux-ci peuvent être portés en compte par le milieu d'accueil aux parents.

Aucun autre frais ne peut donner lieu à perception d'une contribution financière.

3. En cas de fréquentation ne dépassant pas 5 heures, la contribution financière des parents est fixée à 60 % du montant de la redevance normalement due.

La participation ne peut toutefois être inférieure au minimum.

4. a) Lorsque deux enfants d'une même famille sont soumis simultanément au barème fixé au point 1, la contribution financière due pour chaque enfant est réduite à 70 % de la redevance normalement due.

Des absences motivées de l'un des enfants ne font pas perdre aux parents le bénéfice de cette mesure.

Le travailleur social vérifie la simultanéité du placement, lorsque les deux enfants ne sont pas confiés au même milieu d'accueil.

b) La même réduction à 70 % est accordée pour tout enfant appartenant à une famille comptant trois enfants faisant partie du ménage.

L'enfant handicapé pour lequel des allocations familiales majorées sont perçues compte pour deux unités dans le calcul du nombre d'enfants faisant partie du ménage.

c) La participation financière ne peut toutefois être inférieure au minimum.

5. Une provision peut être perçue lors de l'inscription ferme de l'enfant.

En aucun cas, cette provision ne peut excéder l'équivalent d'un mois de garde.

Les montants afférents à cette provision sont restitués lors de la sortie de l'enfant après déduction des sommes restant dues au milieu d'accueil par les parents.

6. a) Seuls les jours de garde réellement effectués peuvent donner lieu à perception d'une participation financière.

b) Toutefois, une redevance de réservation égale au maximum à 25 % de la participation financière normalement due peut être réclamée en cas d'absence non motivée d'un enfant fréquentant le milieu d'accueil.

c) Le non-paiement de la participation financière par les parents peut, après enquête sociale, entraîner l'exclusion de l'enfant fréquentant le milieu d'accueil.

7. Le travailleur social du milieu d'accueil peut se faire assister de l'inspecteur-comptable de l'O.N.E.

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 29 mars 1993.

Bruxelles, le 29 mars 1993.

Par l'Exécutif de la Communauté française :
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Mme M. DE GALAN

Le Ministre-Président ayant le Budget dans ses attributions,

B. ANSELME

VERTALING

N. 93 — 2068

[S-C — 29313]

29 MAART 1993. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de bijdrage van de ouders of van derden in de verblijfkosten van de kinderen in de crèches, peuterscholen, gemeentelijke huizen voor opvang van kinderen en in door de « Office de la Naissance et de l'Enfance » gesubsidieerde diensten voor begeleide onthaalvaders en onthaalmoeders

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 30 maart 1983 houdende oprichting van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » (O.N.E.), inzonderheid op artikel 2, b en f, alsook artikel 4, 4^o, gewijzigd bij het decreet van 12 maart 1990;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 29 maart 1993 houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen gesubsidieerd door de « Office de la Naissance et de l'Enfance » (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn), inzonderheid op artikel 15;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 29 maart 1993 tot vaststelling van een bijdrage ten laste van de door de « Office de la Naissance et de l'Enfance » gesubsidieerde peuterscholen en crèches;

Gelet op het akkoord van de Minister-Voorzitter, tot wiens bevoegdheid de begroting behoort, gegeven op 29 maart 1993;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,

Besluit :

Artikel 1. Het bedrag van de bijdrage van de ouders of van derden in de verblijfkosten van de kinderen opgevangen in de crèches, peutersuizen, gemeentelijke huizen voor opvang van kinderen en in door de « Office de la Naissance et de l'Enfance » gesubsidieerde diensten voor begeleide onthaalvaders en onthaalmoeders wordt vastgesteld overeenkomstig de schaal in bijlage.

Die schaal houdt een minimale en een maximale schaal in.

Elke afwijking van de schaal wordt toegekend op grond van het schriftelijk verslag van de aan de opvangvoorzieningen verbonden maatschappelijke werker, na een sociaal onderzoek.

Art. 2. De gemiddelde financiële bijdrage wordt trimestrieel berekend voor elke crèche en elke peutersuizen.

Art. 3. De schaal in bijlage alsook de minimale en maximale bijdrage zijn gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen.

De aanpassing geschiedt op 1 januari van elk jaar volgens de volgende formule :

$$\text{bedrag van de schaal} \times \frac{\text{nieuw indexcijfer}}{\text{basisindexcijfer}}$$

In deze formule is het basisindexcijfer dit van november 1992 en het nieuw indexcijfer is dit van november van de daarop volgende jaren.

Art. 4. Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 maart 1991 houdende vaststelling van de schalen die als basis dienen voor de berekening van de financiële bijdrage van de ouders in de verblijfkosten van de kinderen, opgenomen in de kinderdagverblijven en peutersuizen, erkend en gesubsidieerd door de « Office de la Naissance et de l'Enfance », alsmede in de erkende diensten voor onthaalvaders en onthaalmoeders, wordt opgeheven.

Art. 5. Dit besluit heeft uitwerking op 1 april 1993.

Art. 6. De Minister tot wiens bevoegdheid de Sociale Zaken en de Gezondheid behoren is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 29 maart 1993.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,

Mevr. M. DE GALAN

De Minister-Voorzitter belast met de Begroting,

B. ANSELME

Bijlage

Schaal van de financiële bijdrage van de ouders of van derden in de verblijfkosten van de kinderen in de crèches, peutersuizen, gemeentelijke huizen voor opvang van kinderen en in door de « Office de la Naissance et de l'Enfance » gesubsidieerde diensten voor begeleide onthaalvaders en onthaalmoeders.

1. Deze financiële bijdrage wordt als volgt vastgesteld :

Netto maandelijks inkomsten
van het gehuwde of samenwonende gezin
of van de alleenstaande persoon
belast met de opvoeding van het kind

Financiële bijdrage van de ouders

25 000	65
26 000	100
27 000	115
28 000	130
29 000	145
30 000	160
31 000	173
32 000	179
33 000	184
34 000	190
35 000	195
36 000	201
37 000	206
38 000	212
39 000	217
40 000	223
41 000	228
42 000	234
43 000	239
44 000	245
45 000	250
46 000	256
47 000	261
48 000	267
49 000	272
50 000	278
51 000	283
52 000	289
53 000	294
54 000	300
55 000	305
56 000	311
57 000	318

Netto maandelijkse inkomsten
van het gehuwde of samenwonende gezin
of van de alleenstaande persoon
belast met de opvoeding van het kind

Financiële bijdrage van de ouders

58 000	322
59 000	327
60 000	333
61 000	338
62 000	344
63 000	349
64 000	355
65 000	360
66 000	366
67 000	371
68 000	377
69 000	382
70 000	388
71 000	393
72 000	399
73 000	404
74 000	410
75 000	415
76 000	421
77 000	426
78 000	433
79 000	438
80 000	444
81 000	450
82 000	455
83 000	461
84 000	466
85 000	472
86 000	477
87 000	483
88 000	488
89 000	494
90 000	500
91 000	505
92 000	511
93 000	516
94 000	522
95 000	527
96 000	533
97 000	538
98 000	544
99 000	549
100 000	555
101 000	561
102 000	566
103 000	572
104 000	577
105 000	580
106 000	586
107 000	591
108 000	597
109 000	602
110 000	608
111 000	613
112 000	619
113 000	624
114 000	630
115 000	635
116 000	641
117 000	646
118 000	649

Het bedrag van de financiële bijdrage mag niet lager zijn dan 65 BF per dag (minimum), en niet hoger dan 649 BF (maximum) (geïndexeerde bedragen).

Het gezin dat het bewijs van zijn inkomsten niet bezorgt, moet het hoogste bedrag van de financiële bijdrage betalen.

De openbare besturen die een plaatsing aanvragen moeten het hoogste bedrag van de financiële bijdrage betalen.

2. Definities en nadere regels

De berekening wordt gebezigd op basis van de gecumuleerde netto maandelijkse inkomsten van het gezin.

a) De berekeningswijze van de gecumuleerde netto maandelijkse inkomsten van het gezin die in aanmerking worden genomen voor de berekening van de financiële bijdrage van de ouders én de stukken die te dien einde moeten worden voorgelegd, worden bepaald in een door de O.N.E. opgestelde omzendbrief.

b) Onder « gezin » dient te worden verstaan :

— ofwel iemand die gewoonlijk alleen woont, ofwel twee of meer personen die, al dan niet verbonden door verwantschaps- of aanverwante banden, gewoonlijk eenzelfde woning bétrekken en er samenwonen.

c) Onder « gezinsinkomsten » dient te worden verstaan :

— de geglobaliseerde inkomsten van al de gezinsleden, met uitzondering van die van de kinderen die werken en van die van de ascendenten, voor zover ze het (de) kind(eren) niet ten laste hebben.

d) Onder « te rechtvaardigen inkomsten » moeten al de financiële inkomsten van het gezin worden verstaan, met uitzondering van de kinderbijslag en de tussenkomsten van de openbare besturen in de onderhoudskosten van een in een opvanggezin geplaatst kind. (artikel 83bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen).

e) Het sociaal onderzoek verricht door de aan de opvangvoorziening verbonden maatschappelijke werker, is bepalend voor de aanpassing van de financiële bijdrage, als een gezin tijdens een welbepaalde periode in een bijzondere financiële situatie verkeert.

Hetzelfde geldt voor de gecumuleerde netto maandelijks inkomsten van het gezin die lager zijn dan 25 000 BF (geïndexeerde bedragen).

Voor elke afwijking van de schaal moet de maatschappelijke werker een verantwoordigingsverslag opmaken.

f) Elke belangrijke wijziging van de sociale of financiële toestand van het gezin moet aan de maatschappelijke werker van de opvangvoorziening worden medegedeeld binnen een termijn van veertien dagen die volgt op de wijziging.

Deze mededeling heeft de aanpassing van het bedrag van de financiële bijdrage tot gevolg vanaf de maand die volgt op de mededeling.

Dezelfde procedure moet in acht worden genomen ingeval van ontvangst van een nieuw stuk waarvan de voorlegging is vereist voor de berekening van de financiële bijdrage, overeenkomstig de omzendbrief.

g) De aangifte van de gezinsinkomsten, samen met het inkomstenbewijs, moet bewaard worden tot het einde van het jaar dat volgt op dat waarin het kind de opvangvoorziening heeft verlaten.

2. De financiële bijdrage zoals bepaald in punt 1 dekt het geheel van de verblijfkosten, met uitzondering van bijzondere voedingsprodukten ressorterend onder de therapeutiek en met uitzondering van geneesmiddelen. Voor zover de kleding en de luiers door de opvangvoorziening worden bezorgd, mag de opvangvoorziening de ouders met die onkosten belasten.

Voor geen andere kosten mag een financiële bijdrage worden geïnd.

3. Indien de kinderen niet meer dan vijf uren aanwezig zijn, wordt de financiële bijdrage van de ouders vastgesteld op 60 % van het bedrag van de normaal verschuldigde bijdrage.

De bijdrage mag evenwel niet lager zijn dan het minimum.

4. a) Indien twee kinderen van eenzelfde gezin terzelfdertijd aan de onder punt 1 vastgestelde schaal worden onderworpen, wordt de voor ieder kind verschuldigde financiële bijdrage verminderd tot 70 % van de normaal verschuldigde bijdrage.

Gegronde afwezigheden van een van de kinderen doen de ouders hun aanspraak op deze maatregel niet verliezen.

De maatschappelijke werker gaat de gelijktijdigheid van de plaatsing na wannéer de twee kinderen niet aan dezelfde opvangvoorziening worden toevertrouwd.

b) Dezelfde vermindering tot 70 % wordt toegekend voor ieder kind van een familie met drie kinderen die deel uitmaken van het gezin.

Het gehandicapte kind voor wie verhoogde kinderbijslag wordt ontvangen telt voor twee eenheden in de berekening van het aantal kinderen die deel uitmaken van het gezin.

c) De financiële bijdrage mag evenwel niet lager zijn dan het minimum.

5. Een voorschot mag geïnd worden bij de vaste inschrijving van het kind.

Dit voorschot mag in geen geval hoger zijn dan het equivalent van een maand opvang.

De bedragen betreffende dat voorschot worden terugbetaald wanneer het kind de opvangvoorziening verlaat, na aftrek van de bedragen die nog door de ouders verschuldigd zijn aan de opvangvoorziening.

6. a) Enkel de dagen waarop werkelijk opvang wordt gebezigd, kunnen recht geven op het ontvangen van een financiële bijdrage.

b) Een reservatievergoeding, ten hoogste gelijk aan 25 % van de normaal verschuldigde financiële bijdrage, kan gevraagd worden indien een kind dat de opvangvoorziening bezoekt, zonder gegronde reden afwezig is.

c) Indien de ouders de financiële bijdrage niet betalen, kan het kind op grond van een sociaal onderzoek uitgesloten worden.

7. De maatschappelijke werker van de opvangvoorziening kan zich doen bijstaan door de inspecteur boekhouding van de « O.N.E ».

Gezien om bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 29 maart 1993 te worden gevoegd.

Brussel, 29 maart 1993.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,

Mevr. M. DE GALAN

De Minister-Voorzitter belast met de Begroting,

B. ANSELME